

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/8

6 novembre 1996

(96-4704)

---

## Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

### RAPPORT (1996) DU CONSEIL DES ADPIC

#### I. Généralités

1. Depuis la période couverte par son dernier rapport<sup>1</sup>, le Conseil des ADPIC a tenu six réunions formelles, le 11 décembre 1995 et les 22 février, 9 mai, 22-25 juillet, 18 septembre et 5 novembre 1996. Les comptes rendus de ces réunions sont reproduits dans les documents IP/C/M/5-10.<sup>2</sup> Ce rapport porte sur cette période, mais fait aussi référence aux travaux effectués par le Conseil des ADPIC en 1995.

2. Les deux premières réunions précitées ont été présidées par M. Stuart Harbinson (Hong Kong), les autres l'ont été par M. l'Ambassadeur Wade Armstrong (Nouvelle-Zélande).

3. Les réunions étaient ouvertes à tous les Membres de l'OMC. Les gouvernements qui sont observateurs auprès des organes de l'OMC ont aussi été invités à y participer. L'OMPI a été invitée à toutes les réunions, conformément à la recommandation du Comité préparatoire, confirmée par le Conseil général. Conformément à la procédure intérimaire concernant le statut d'observateur des organisations intergouvernementales élaborée sous les auspices du Conseil général, la FAO, le FMI, l'OCDE, la CNUCED, l'ONU, l'UPOV (Union internationale pour la protection des obtentions végétales), la Banque mondiale et l'OMD ont été invités aux réunions du Conseil.

#### II. Mise en oeuvre

##### i) Notifications et procédures de notification

##### a) Article 63:2

4. Le Conseil, à sa réunion de novembre 1995, a adopté les décisions suivantes visant à donner effet à l'obligation de notifier la législation d'application au titre de l'article 63:2: Procédures de notification des lois et réglementations nationales et établissement possible d'un registre commun de ces lois et réglementations au titre de l'article 63:2 (document IP/C/2); modèle de liste des "autres lois et réglementations" à notifier au titre de l'article 63:2 (document IP/C/4); et liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits (document IP/C/5).

5. Aux termes de ces procédures, à compter du moment où un Membre est tenu de commencer à appliquer une disposition de l'Accord sur les ADPIC, les lois et réglementations correspondantes seront notifiées sans tarder. Un volume très important de textes législatifs a été notifié au titre de ces procédures. A la date du présent rapport, 30 Membres avaient notifié tout ou partie de leur législation

---

<sup>1</sup>Document WT/GC/W/25, section VI.

<sup>2</sup>Le document IP/C/M/10 sera distribué prochainement.

d'application. Les Membres dont la législation, dans le domaine du droit d'auteur et des droits connexes, était soumise à examen à la réunion de juillet du Conseil (voir paragraphe 14 ci-dessous), ont notifié la plupart des documents qui devaient l'être; trois autres pays ont notifié une partie de leur législation, tout en indiquant que cela était sans préjudice de leur période de transition prévue par les dispositions de l'article 65; onze Membres ont notifié la législation relative à la mise en oeuvre de l'article 70:8 et, dans certains cas, de l'article 70:9 de l'Accord sur les ADPIC. Ces notifications sont distribuées dans la série de documents IP/N/1/COUNTRY/-.

6. Le Conseil, à sa réunion de novembre 1995, est également convenu que les Membres présenteraient des réponses à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits (IP/C/5). Compte tenu du fait que l'élaboration des réponses prend du temps, les procédures prévoient qu'elles soient présentées "dès que possible" après la date à laquelle un Membre est tenu de commencer à appliquer les dispositions de l'Accord sur les ADPIC concernant les moyens de faire respecter les droits. Huit Membres ont notifié leurs réponses, qui ont été distribuées dans la série de documents IP/N/6/COUNTRY/-. A la réunion de juillet 1996 du Conseil, le Président a instamment prié les Membres concernés de présenter leurs réponses rapidement et en tout état de cause avant la fin de 1996.

7. Les obligations relatives au traitement national et au traitement NPF énoncées aux articles 3, 4 et 5 de l'Accord sur les ADPIC sont devenues applicables à tous les Membres à compter du 1er janvier 1996. Jusqu'à présent, aucune notification concernant expressément la mise en oeuvre de ces dispositions n'avait été reçue au titre de l'article 63:2, sauf dans la mesure où ces notifications étaient partie intégrante des notifications générales communiquées par les pays développés Membres pour présenter leur législation d'application générale. Le Conseil a examiné si le respect de cette obligation de notification pouvait poser des difficultés techniques. A la réunion de juillet du Conseil, une procédure simplifiée a été proposée à cet égard et le Conseil est convenu que la question serait traitée dans des consultations informelles. A la suite de ces consultations informelles, le Conseil est convenu, à sa réunion de septembre, que les Membres concernés avaient plusieurs possibilités pour satisfaire à ces obligations de notification de la manière qui soit la mieux adaptée à leur situation nationale. Trois possibilités ont été recensées notamment:

- notifier les dispositions spécifiques des lois et réglementations mettant en oeuvre les obligations énoncées aux articles 3, 4 et 5;
- notifier l'ensemble des lois et réglementations concernant la propriété intellectuelle; ou
- faire une déclaration générale selon laquelle les ressortissants des autres Membres de l'OMC bénéficient d'un traitement non discriminatoire, et établir une liste de toutes exceptions à ce principe.

Le Conseil a invité le Secrétariat à établir un document qui reconnaîtrait ces trois possibilités et contiendrait un projet de mode de présentation type concernant la dernière possibilité. Ce document sera examiné par le Conseil à la réunion qu'il doit tenir du 11 au 15 novembre 1996.

b) Articles 1:3 et 3:1

8. Les articles 1:3 et 3:1 de l'Accord sur les ADPIC, relatifs à la définition des personnes admises à bénéficier du traitement prévu dans l'Accord et du traitement national, autorisent certaines exceptions aux règles normales en la matière, sous réserve de la présentation d'une notification au Conseil des ADPIC. Vingt-quatre Membres ont présenté des notifications au titre de ces dispositions. Ces notifications sont reproduites dans la série de documents IP/N/2/COUNTRY/-.

c) Article 4 d)

9. L'article 4 d) de l'Accord sur les ADPIC prévoit qu'un Membre qui chercherait à justifier une exception au traitement NPF en invoquant des accords internationaux se rapportant à la protection de la propriété intellectuelle dont l'entrée en vigueur aurait précédé celle de l'Accord sur l'OMC doit notifier ces accords au Conseil des ADPIC. A la réunion du Conseil de novembre 1995, le Président a appelé l'attention des Membres sur la nécessité de présenter des notifications au titre de l'article 4 d) pour le 1er janvier 1996 s'ils souhaitaient être couverts juridiquement à compter de cette date pour toutes exceptions au traitement NPF qu'ils chercheraient à justifier en se référant aux dispositions de l'article 4 d). A ce jour, 28 Membres ont présenté des notifications au titre de cette disposition. Ces notifications sont reproduites dans la série de documents IP/N/4/COUNTRY/-.

10. Lors des débats qui ont eu lieu aux réunions du Conseil de février, mai et juillet 1996, des Membres se sont déclarés préoccupés au sujet de certaines notifications, en particulier du fait qu'en raison de l'absence de lignes directrices suffisantes concernant ces notifications, les autres Membres n'étaient pas toujours en mesure de comprendre l'élément de discrimination particulier que l'on cherchait à justifier. Comme convenu à la réunion de février du Conseil, le Président a tenu des consultations informelles sur cette question. Pour faciliter ces consultations informelles, il a fait distribuer une note d'information établie par le Secrétariat. L'avis général au Conseil a été qu'il serait utile de poursuivre les travaux concernant l'élaboration de critères qui pourraient aider chaque Membre à présenter ou à réexaminer sa notification, mais que ces critères ne pouvaient pas accroître ou diminuer les droits et obligations des Membres de l'OMC découlant des dispositions de l'article 4 d). D'autres consultations auront lieu sur cette question.

d) Article 69

11. L'article 69 de l'Accord sur les ADPIC demande aux Membres d'établir et de notifier des points de contact afin de coopérer en vue d'éliminer le commerce international des marchandises portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle. Le Conseil a arrêté les procédures applicables à ces notifications en septembre 1995. A ce jour, 67 Membres ont notifié des points de contact, dont la compilation la plus récente est reproduite dans le document IP/N/3/Rev.2.

e) Notifications au titre d'autres dispositions de l'Accord

12. Un certain nombre de dispositions en matière de notification de la Convention de Berne et de la Convention de Rome sont incorporées par référence dans l'Accord sur les ADPIC sans y être expressément mentionnées. Le Conseil, à sa réunion de février 1996, a invité chaque Membre désireux de faire de telles notifications à les adresser au Conseil des ADPIC, même si le Membre en question avait déjà fait une notification en vertu de la Convention de Berne ou de la Convention de Rome concernant la même question, et a appelé l'attention des Membres sur l'exposé relatif à la date de ces notifications contenu dans les paragraphes 16 à 21 du document IP/C/W/15, note d'information établie par le Secrétariat sur ce sujet. A ce jour, un Membre a présenté une notification au titre de cette procédure. Les notifications de ce type sont distribuées dans la série de documents IP/N/5/COUNTRY/-.

ii) Suivi du fonctionnement de l'Accord

a) Examen des lois et réglementations nationales

13. A sa réunion de novembre 1995, le Conseil a adopté un "Programme pour l'examen des législations d'application nationales en 1996/1997" (IP/C/3). Ce programme prévoyait que les législations dans le domaine du droit d'auteur et des droits connexes seraient examinées par le Conseil en juillet 1996. A la suite de consultations informelles, le Conseil est convenu à sa réunion de mai 1996 des procédures

à suivre pour l'examen au Conseil des législations dans ce domaine. Ces procédures prévoyaient la communication de questions et réponses par écrit avant la réunion d'examen, avec des questions et réponses complémentaires au cours de la réunion.

14. A la réunion du Conseil tenue du 22 au 25 juillet 1996, la législation dans le domaine du droit d'auteur et des droits connexes de 29 Membres a été examinée. Un certain nombre de ces Membres ont indiqué qu'ils avaient encore des mesures à prendre pour se conformer pleinement à leurs obligations au titre de l'Accord sur les ADPIC dans ce domaine. Le compte rendu des déclarations liminaires faites par les délégations, des questions qui leur ont été posées et des réponses données est distribué dans la série de documents IP/Q/COUNTRY/-. A des réunions ultérieures du Conseil, sera ménagée la possibilité de poursuivre la discussion sur toute question qui se sera fait jour à la réunion d'examen et qui, aux yeux des délégations, n'aura pas été suffisamment étudiée. A cet égard, il a été reconnu que l'examen des législations d'application nationales entraînait une charge de travail très lourde et qu'il était important, conformément aux dispositions de l'article 63 de l'Accord, de ménager une possibilité adéquate de poursuivre la discussion à tous les Membres, en particulier aux pays en développement Membres dont les ressources limitées affectaient la capacité d'analyser et d'assimiler une partie des informations.

15. Les procédures d'examen adoptées par le Conseil prévoyaient que l'examen porterait sur la législation relative au droit d'auteur et aux droits connexes des Membres tenus de se conformer aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC dans les conditions prévues à l'article 65:1 et de tout autre Membre qui ne se prévaudrait pas du droit qu'il aurait à une période de transition plus longue. Au cours de l'examen, des questions ont été posées à un certain nombre de Membres qui n'estimaient pas relever de l'une quelconque de ces catégories et n'avaient donc pas fourni de réponse à la réunion du Conseil.

16. Conformément au "Programme pour l'examen des législations d'application nationales en 1996/1997" (IP/C/3), le Conseil examinera les législations dans les domaines des marques de fabrique ou de commerce, des indications géographiques et des dessins et modèles industriels à la réunion qui doit avoir lieu du 11 au 15 novembre 1996. Les législations dans les domaines des brevets, des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, des renseignements non divulgués et du contrôle des pratiques anticoncurrentielles dans les licences contractuelles seront examinées au premier semestre de 1997, et celles qui concernent les moyens de faire respecter les droits le seront au second semestre de 1997.

b) Mise en oeuvre de l'article 70:8 et 70:9

17. A ses réunions de février, mai, juillet et septembre 1996, le Conseil a examiné la mise en oeuvre de l'article 70:8 et des dispositions connexes de l'article 70:9. A ces réunions, le Conseil a pris note des déclarations faites par certains Membres inquiets de constater que les Membres visés par ces dispositions ne les appliquaient pas tous ou que, s'ils les avaient appliquées, ils n'avaient pas notifié la législation pertinente au titre de l'article 63:2. Aux réunions de mai et juillet 1996 du Conseil, certains Membres ont fait savoir qu'ils avaient engagé une procédure de règlement des différends sur cette question à l'égard de deux autres Membres (IP/D/2 et IP/D/5).

c) Mise en oeuvre de l'article 70:2

18. A la réunion de février du Conseil, des déclarations ont été faites au sujet du respect des dispositions de l'article 70:2 pour ce qui était de la durée de validité des brevets et des droits relatifs aux enregistrements sonores. Les procédures de règlement des différends engagées à propos de ces questions ont été notifiées au Conseil des ADPIC dans les documents IP/D/1, 3 et 4. Le 3 octobre 1996, le Conseil a été informé d'une solution convenue d'un commun accord entre les parties concernant

la première de ces questions (document IP/D/3/Add.1). Dans cette notification, adressée au Conseil des ADPIC pour information et sans préjudice des droits et obligations des autres Membres, les parties en question ont indiqué qu'elles sont convenues que l'article 70:2, rapproché de l'article 33, exige que les pays développés parties accordent une protection dont la durée ne sera pas inférieure à 20 ans à compter de la date du dépôt pour les brevets qui étaient valides au 1er janvier 1996 ou pour lesquels la demande avait déjà été déposée à cette date. Il est aussi indiqué dans la notification que la partie en cause a pris les dispositions nécessaires pour confirmer que tous les brevets visés auront une durée de validité de 15 ans à compter de la date de délivrance ou de 20 ans à compter de la date du dépôt, si ce délai est plus long.

iii) Révocation des brevets

19. Aux réunions de juillet et de septembre du Conseil, plusieurs Membres ont exposé leurs vues sur les motifs qui pouvaient justifier la révocation d'un brevet. Le Conseil a pris note des déclarations.

iv) Coopération technique

20. Conformément à une décision prise par le Conseil en novembre 1995, le Président a fait distribuer pour la réunion de février 1996 du Conseil une note informelle exposant de façon structurée les questions qui avaient été soulevées au sujet de la coopération technique et recensant les moyens possibles de faire avancer les travaux du Conseil dans ce domaine (note distribuée ultérieurement sous la cote IP/C/W/21). A l'issue du débat qui a suivi, le Conseil est convenu:

- que le Conseil demanderait aux pays développés Membres de mettre à jour chaque année les renseignements sur leurs activités de coopération technique conformément à l'article 67 de l'Accord et qu'en 1996 la mise à jour devrait être faite pour la réunion du Conseil prévue en septembre 1996;
- que la réunion de septembre 1996 du Conseil serait axée tout particulièrement, mais pas exclusivement, sur la question de la coopération technique;
- que le Secrétariat établirait un résumé analytique des renseignements sur les activités de coopération technique déjà présentés et, sur cette base, on examinerait s'il fallait inviter les Membres à utiliser une liste commune de rubriques de base pour donner une vue d'ensemble de leurs activités de coopération technique;
- que le Secrétariat serait invité à suggérer un projet pilote spécifique, sous la forme d'un atelier organisé en marge d'une réunion du Conseil, qui permettrait d'avoir des débats thématiques plus approfondis sur un aspect particulier de la coopération technique.

21. A sa réunion de mai, le Conseil a examiné une proposition concernant un projet pilote d'atelier consacré à un débat approfondi sur un aspect spécifique de la coopération technique. Le Conseil est convenu de charger le Secrétariat d'organiser, si possible en coopération avec le Bureau international de l'OMPI, un atelier sur les moyens de faire respecter les droits à la frontière, qui se tiendrait immédiatement avant ou après la réunion du Conseil du 18 septembre 1996. L'atelier, organisé conjointement par le Secrétariat de l'OMC et le Bureau international de l'OMPI, a eu lieu le 17 septembre 1996 dans l'après-midi.

22. A la réunion de juillet du Conseil, il a été convenu que les pays développés Membres seraient invités à notifier, au moment de présenter les renseignements mis à jour sur leurs activités de coopération technique avant la réunion de septembre du Conseil, un ou plusieurs points de contact auxquels les pays en développement Membres pourraient s'adresser pour demander une coopération technique.

Le point de contact pouvait être le même que celui que le pays développé Membre en question avait notifié au titre de l'article 69 de l'Accord, ou il pouvait être différent, selon la structure des administrations des Membres.

23. La réunion de septembre du Conseil a été axée tout particulièrement sur la question de la coopération technique. Pour cette réunion, neuf pays développés Membres avaient fourni des renseignements mis à jour sur leurs activités de coopération technique et des informations avaient été également communiquées par le Secrétariat de l'OMC et six organisations intergouvernementales. Les points de contact notifiés par les pays développés Membres sont regroupés dans un seul document (IP/N/7). Outre l'examen de ces renseignements, le Conseil a évalué les résultats de l'atelier sur les moyens de faire respecter les droits à la frontière, organisé conjointement par le Secrétariat de l'OMC et le Bureau international de l'OMPI, le 17 septembre. Plusieurs délégations ont dit que la question de la coopération technique devrait être portée à l'attention des Ministres à Singapour. Le Conseil est convenu de poursuivre le débat sur la coopération technique à la réunion qu'il doit tenir du 11 au 15 novembre 1996, à laquelle on devrait disposer de renseignements supplémentaires sur les activités de coopération technique fournis par d'autres pays développés Membres.

v) Coopération avec l'OMPI

24. L'article 68 de l'Accord sur les ADPIC prévoit que le Conseil, en consultation avec l'OMPI, cherchera à établir, dans l'année qui suivra sa première réunion, des dispositions appropriées en vue d'une coopération avec les organes de cette organisation. A sa réunion de décembre 1995, le Conseil des ADPIC a approuvé un projet d'accord élaboré à la suite de consultations entre le Président du Conseil des ADPIC, assisté par le Secrétariat de l'OMC, et le Président du Comité de coordination de l'OMPI, assisté par le Bureau international de l'OMPI. Le projet d'accord a été approuvé par le Conseil général à sa réunion des 13 et 15 décembre 1995. Après avoir été approuvé par les organes compétents de l'OMPI et signé par le Directeur général de chacune des deux organisations, l'accord entre l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et l'Organisation mondiale du commerce (IP/C/6) est entré en vigueur le 1er janvier 1996. Il prévoit une coopération dans les trois domaines suivants: la notification des lois et règlements nationaux ainsi que l'accès à ces textes et leur traduction; la mise en oeuvre de l'article 6ter de la Convention de Paris (relative aux emblèmes nationaux) aux fins de l'Accord sur les ADPIC; et la mise à disposition de l'assistance technico-juridique et de la coopération technique.

25. A sa réunion de décembre 1995, le Conseil a adopté une décision sur la mise en oeuvre des obligations au titre de l'Accord sur les ADPIC qui découlent de l'incorporation dans cet accord des dispositions de l'article 6ter de la Convention de Paris de 1967 (IP/C/7). Cette décision a pour but de donner un effet juridique dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC aux procédures relatives à l'administration des obligations au titre dudit accord concernant l'article 6ter de la Convention de Paris qui sont incorporées dans l'Accord entre l'OMPI et l'OMC.

III. Programme de travail implicite

i) Article 24:1

26. Aux termes de l'article 24:1, les Membres conviennent d'engager des négociations en vue d'accroître la protection d'indications géographiques particulières au titre de l'article 23. Aucun délai n'est fixé pour ces négociations. A la réunion de juillet du Conseil, certains Membres ont évoqué l'article 24:1, mais aucune suggestion spécifique n'a encore été faite au Conseil en ce qui concerne ces négociations.

ii) Article 24:2

27. Aux termes de l'article 24:2, le Conseil des ADPIC doit examiner de façon suivie l'application des dispositions de la Section de l'Accord qui concerne les indications géographiques, et il procédera au premier examen dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Aux réunions de mai et juillet du Conseil, le Président a soulevé la question de savoir quand et comment cet examen devrait avoir lieu. Comme il est indiqué au paragraphe 16 ci-dessus, le Conseil examinera les législations dans les domaines des marques de fabrique ou de commerce, des indications géographiques et des dessins et modèles industriels à la réunion qui doit avoir lieu du 11 au 15 novembre 1996. A sa réunion de septembre, le Conseil a reçu quelques propositions en rapport avec l'examen au titre de l'article 24:2. Il est convenu d'entreprendre des travaux à ce sujet et d'inscrire à cet effet à l'ordre du jour de la réunion de novembre un point intitulé "Examen de l'application des dispositions de la section concernant les indications géographiques au titre de l'article 24:2" qu'il abordera après l'examen des législations dans les domaines susmentionnés et compte tenu de celui-ci, étant entendu qu'il pourrait à cette occasion discuter des propositions présentées en septembre et de toute autre communication des délégations.

iii) Article 23:4

28. L'article 23:4 invite le Conseil des ADPIC à mener des négociations concernant l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins susceptibles de bénéficier d'une protection dans les Membres participant au système, mais ne fixe pas de délai pour ces négociations. Aux réunions de juillet et de septembre du Conseil, certaines délégations ont soulevé la question de savoir comment et quand ces négociations pourraient commencer.

iv) Article 27:3 b)

29. L'article 27:3 b) prévoit que les dispositions de cet alinéa seront réexaminées quatre ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. A la réunion de juillet du Conseil, certaines délégations ont soulevé la question de savoir quand ce réexamen devrait être engagé.

v) Article 64:3

30. Aux termes de l'article 64:3, le Conseil des ADPIC doit, pendant la période de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, examiner la portée et les modalités pour les plaintes du type de celles qui sont prévues aux alinéas 1 b) et 1 c) de l'article XXIII du GATT de 1994 formulées au titre de l'Accord sur les ADPIC, et présenter ses recommandations à la Conférence ministérielle pour adoption. Aucune suggestion concernant cet aspect des travaux du Conseil n'a été faite au cours de l'année 1996.

vi) Article 71:1

31. Aux termes de l'article 71:1, le Conseil des ADPIC doit, à l'expiration de la période de transition visée au paragraphe 2 de l'article 65, c'est-à-dire après le 1er janvier 2000, examiner la mise en oeuvre de l'Accord sur les ADPIC.

IV. Questions, problèmes et recommandations à porter à l'attention des Ministres

32. Les Membres réaffirment qu'il est important de mettre pleinement en oeuvre l'Accord sur les ADPIC pendant les périodes de transition correspondantes et que chacun d'entre eux prendra les mesures qu'il juge appropriées conformément à l'Accord de manière que les dispositions de celui-ci soient appliquées.

33. Les Membres réaffirment aussi qu'il importe que les pays développés Membres offrent une coopération technique et financière adéquate aux pays en développement Membres et aux pays les moins avancés Membres, conformément à l'article 67 de l'Accord sur les ADPIC, afin de faciliter la mise en oeuvre dudit accord.

34. Les Membres réaffirment en outre leur attachement au programme de travail implicite convenu pendant le Cycle d'Uruguay au sujet des ADPIC, y compris les délais spécifiés dans les dispositions pertinentes, et s'engagent à entreprendre, selon qu'il sera approprié et en temps opportun, des analyses et des échanges d'informations pour permettre aux Membres d'avoir une meilleure compréhension préalable des questions en jeu, sans préjudice du calendrier ou du champ des examens ou des négociations envisagés dans le programme de travail implicite. S'agissant des indications géographiques, le Conseil est convenu que l'examen de l'application des dispositions de la section concernant les indications géographiques prévu à l'article 24:2 prendrait la forme indiquée au paragraphe 27 ci-dessus, ce qui donne aux délégations la possibilité de présenter des communications sur la question du champ d'application, et qu'il engagerait en 1997 les travaux préliminaires sur les questions en rapport avec les négociations concernant l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins, prévues à l'article 23:4 de l'Accord sur les ADPIC. Ces travaux préliminaires porteront aussi sur des questions en rapport avec l'établissement d'un système de notification et d'enregistrement pour les spiritueux. Tous les travaux mentionnés ci-dessus seront effectués sans préjudice des droits et obligations résultant pour les Membres de l'Accord sur les ADPIC, et en particulier des dispositions spécifiques du programme de travail implicite concernant les ADPIC.